

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 décembre 2024
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 24 décembre 2024, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

Conformément au paragraphe 2 de la résolution [2732 \(2024\)](#) adoptée par le Conseil le 31 mai 2024, j'ai l'honneur de présenter ci-joint le plan de transition et de liquidation de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (voir annexe), établi en consultation avec le Gouvernement iraquien.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter ce document à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António **Guterres**



Annexe

Plan de transition et de liquidation de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

I. Contexte

1. Le 31 mai 2024, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2732 \(2024\)](#), par laquelle le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a été prorogé pour une ultime période de 19 mois prenant fin le 31 décembre 2025.

2. Dans la résolution, le Conseil a également prié le Secrétaire général de rationaliser les tâches de la MANUI, laquelle devrait désormais : a) fournir des conseils, un appui et une aide technique dans le cadre des élections, notamment en vue d'assurer la participation pleine, égale, sûre et véritable des femmes ; b) favoriser les avancées en vue du règlement définitif des questions en suspens entre l'Iraq et le Koweït, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil, le Secrétaire général étant prié d'établir et de lui présenter, d'ici au 31 mai 2025, des recommandations en vue de la mise en place d'un mécanisme de suivi qui permettrait d'appuyer la poursuite desdites avancées au cas où ces questions ne seraient pas réglées à l'expiration du mandat de la MANUI ; c) promouvoir, appuyer et faciliter, en coordination avec le Gouvernement iraquien, les activités de développement et les tâches humanitaires ; et d) promouvoir la lutte contre l'impunité et la protection des droits de l'homme.

3. Dans la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir, d'ici au 31 décembre 2024 et en consultation avec le Gouvernement iraquien, un plan de transition et de liquidation, assorti d'une date de fin pour les activités de liquidation à mener en Iraq, afin que la MANUI puisse commencer à transférer ses tâches et à réduire et à retirer son personnel et ses biens en bon ordre et en toute sécurité.

4. Le plan présenté ci-dessous s'inspire de la politique de transition et des orientations de planification de l'ONU et s'appuie sur les documents existants relatifs à la transition de la MANUI, conformément au mandat que lui confère la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité et en tenant compte de l'examen stratégique indépendant de la MANUI ([S/2024/270](#), annexe) ainsi que de l'analyse commune de pays 2023 et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable concernant l'Iraq. Trois priorités stratégiques ont été fixées dans le cadre de la transition afin d'orienter les activités des entités des Nations Unies en Iraq pendant le retrait progressif de la MANUI avant le 31 décembre 2025 et la reconfiguration de leur présence après le départ de la Mission.

II. Priorité 1 : exécution efficace du mandat

5. Pendant le retrait progressif de la MANUI en 2025, qui s'achèvera sur sa fermeture, le 31 décembre, la Mission s'acquittera en même temps de son mandat réduit à des fonctions essentielles, conformément à la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité, dans les quatre domaines clés ci-dessous.

A. Assistance électorale, y compris promouvoir la participation des femmes

6. Au paragraphe 6 a) de sa résolution [2732 \(2024\)](#), le Conseil de sécurité a défini les tâches réduites de la MANUI : fournir des conseils, un appui et une aide technique au Gouvernement iraquien, à la Haute Commission électorale indépendante et aux autres institutions irakiennes, lesquels s'emploient à renforcer les préparatifs et processus électoraux en vue de garantir la tenue d'élections libres et régulières, avec la participation pleine, égale, sûre et véritable des femmes, notamment les élections législatives qui se tiendront à la Chambre des députés iraquienne et dans la Région du Kurdistan d'Iraq.

7. La MANUI continue de collaborer avec les parties prenantes aux niveaux fédéral et régional afin de garantir la tenue d'élections libres, régulières et ouvertes à toutes et à tous. Elle a fourni une assistance technique pour la planification et la conduite des élections législatives dans la Région du Kurdistan d'Iraq en octobre 2024, encourageant notamment la participation des femmes et facilitant la présence d'observateurs nationaux et internationaux.

8. Conformément à la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité, la MANUI s'engage à poursuivre son assistance électorale jusqu'à l'achèvement de son mandat, le 31 décembre 2025. Les élections législatives fédérales devant avoir lieu au moins 45 jours avant la fin du mandat du Parlement actuel, le 8 janvier 2026, la Mission devra donc, compte tenu du calendrier électoral actuel, continuer à fournir des conseils, un appui et une assistance technique au Gouvernement iraquien et aux institutions électORALES en 2025, tout en se préparant à transférer certaines tâches et responsabilités à l'équipe de pays des Nations Unies quand elle fermera, le 31 décembre 2025.

9. Comme suite à la lettre de demande d'assistance technique pour l'élection en 2025 des membres de la Chambre des députés, adressée à l'ONU par la Haute Commission électorale indépendante en juin 2024, l'ONU a envoyé en septembre 2024 une mission d'évaluation des besoins, composée de représentants du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), chargée d'évaluer les capacités et de définir les paramètres de cette assistance. Il a été ainsi possible de dégager plusieurs domaines dans lesquels la MANUI pourrait apporter son appui : le renforcement des systèmes informatiques et des systèmes de communication liés à l'inscription des candidats et des électeurs et à la gestion des résultats ; le renforcement du cadre juridique des élections, notamment par la consolidation des règlements et des mécanismes de règlement des différends ; la promotion de la participation électorale en donnant aux femmes les moyens de participer aux élections ; et la lutte contre la désinformation, la désinformation et les discours de haine en ligne.

10. Outre cette assistance, et conformément aux recommandations de la mission d'évaluation, la MANUI continuera de fournir un appui et une assistance technique ; de suivre la situation des droits humains et d'en rendre compte ; de mener des activités d'information à l'appui de la Haute Commission électorale indépendante, visant notamment à lutter contre la désinformation et la désinformation ; et de promouvoir un environnement propice à des élections transparentes, libres, régulières et ouvertes à toutes et à tous. Par conséquent, pendant sa phase de transition et de retrait, la MANUI conservera suffisamment de personnel pour l'organisation des élections et l'exécution d'autres activités de sorte qu'elle ait toujours les moyens de fournir cette assistance électorale, surtout vers la fin de son mandat, quand les élections à la Chambre des députés se tiendront, vers le 26 novembre 2025. Comme pour les

élections précédentes, la MANUI devra prévoir des experts supplémentaires, idéalement dans le cadre d'un projet dirigé par le PNUD et financé par des contributions volontaires des États Membres. L'assistance électorale sera fournie de manière intégrée sous l'autorité générale du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la MANUI.

11. Pendant son mandat d'assistance électorale, la MANUI continuera à mettre l'accent sur la promotion de la participation des femmes aux opérations électorales, notamment en favorisant leur inclusion dans les organes de direction des partis politiques et en s'appuyant sur les enseignements tirés des élections législatives de 2021, qui ont vu un nombre historique de femmes élues à la Chambre des députés, dépassant le quota minimum de 25 %. La Mission donnera, notamment, des conseils sur le renforcement des dispositions dans les codes de conduite des candidats et des partis politiques concernant la protection des candidates ou des électrices, et contribuera à l'élaboration de matériel de formation pour les candidates ainsi qu'aux campagnes pour l'adoption de mesures visant à combattre les discours haineux en ligne contre les candidates.

B. Faciliter le règlement final des questions en suspens dans le dossier Iraq-Koweït

12. Au paragraphe 6 b) de sa résolution 2732 (2024), le Conseil de sécurité a précisé que la MANUI devait favoriser, durant la période de transition, les avancées en vue du règlement définitif des questions en suspens entre l'Iraq et le Koweït, notamment la restitution des biens koweïtiens et des archives nationales, ainsi que le rapatriement ou le retour de tous les nationaux du Koweït et d'États tiers ou de leurs dépouilles, conformément à la résolution 2107 (2013), le Secrétaire général étant prié d'établir et de lui présenter, d'ici au 31 mai 2025, des recommandations en vue de la mise en place d'un mécanisme de suivi qui permettrait d'appuyer la poursuite desdites avancées au cas où ces questions ne seraient pas réglées à l'expiration du mandat de la MANUI.

13. Dans la résolution 2107 (2013) qu'elle a adoptée le 27 juin 2013, le Conseil de sécurité a demandé à la MANUI d'encourager, de soutenir et de faciliter l'action menée pour faire rapatrier tous les nationaux du Koweït et d'États tiers ou leurs dépouilles et restituer les biens koweïtiens, notamment les archives nationales, et demandé au Secrétaire général de lui rendre compte séparément de l'état d'avancement de ces dossiers. La Commission tripartite travaille depuis avril 1991 à la recherche des personnes disparues. En novembre 2024, elle avait recensé 308 personnes disparues, qui n'ont toujours pas été retrouvées ; les recherches se poursuivent. Pour faciliter son rôle, la MANUI s'est vu accorder, en octobre 2014, le statut d'observateur auprès de la Commission. La Commission, présidée par le Comité international de la Croix-Rouge, est composée de l'Iraq et du Koweït, ainsi que de l'Arabie Saoudite, des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

14. Conformément à la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité, la MANUI a également collaboré avec l'Iraq et le Koweït sur la question des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales. En 2013, les deux pays ont mis en place un comité technique mixte, inactif depuis 2014. Au fil des ans, l'Iraq a retrouvé et restitué de nombreux biens, mais il reste encore beaucoup à faire.

15. Conformément à la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité, la MANUI continuera, pendant le reste de son mandat, d'encourager à redoubler d'efforts pour retrouver et restituer les dépouilles des personnes disparues. À cet égard, elle a financé avec le Comité international de la Croix-Rouge un projet de renforcement des

capacités facilité par le Comité des personnes disparues à Chypre. Elle encouragera également une coopération plus étroite entre les parties afin de progresser dans la localisation et la restitution des biens koweïtiens disparus, y compris les archives nationales.

16. La MANUI sera toujours disposée à jouer un rôle de facilitation sur d'autres questions bilatérales en suspens, conformément à la résolution 2732 (2024) du Conseil de sécurité, si l'Iraq et le Koweït en font la demande. Le Secrétaire général, en consultation avec les deux parties, fera des recommandations au Conseil, d'ici au 31 mai 2025, en vue de la mise en place d'un mécanisme de suivi qui permettra d'appuyer la poursuite d'avancées sur ces questions.

C. Faciliter les activités de développement et les tâches humanitaires

17. Dans sa résolution 2732 (2024), le Conseil de sécurité a demandé à la MANUI de promouvoir, d'appuyer et de faciliter plusieurs activités de développement et tâches humanitaires, en coordination avec le Gouvernement iraquien et conformément au plan de transition de la Mission, établi par le Secrétaire général. Ces tâches sont, notamment, le retour sûr, de leur plein gré et dans la dignité, ou l'intégration locale, selon qu'il conviendra, des personnes déplacées dans le pays et des Iraquiens réfugiés en République arabe syrienne, notamment par l'intermédiaire de l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi que la réinsertion des personnes déplacées et des personnes rescapées d'attaques et d'exactions terroristes ; l'appui apporté à la reconstruction des zones libérées de la présence d'EIL/Daech ; des programmes visant à permettre à l'Iraq d'être mieux en mesure de fournir réellement à la population des services publics et sociaux de base ; l'aide aux donateurs régionaux et internationaux de l'Iraq pour qu'ils puissent se coordonner en vue d'une meilleure appropriation nationale, en fonction des besoins du pays ; les efforts déployés par l'Iraq, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le système des Nations Unies pour le développement et d'autres acteurs pour réformer l'économie, renforcer les capacités et créer les conditions propices au développement durable ; et la contribution de l'équipe de pays des Nations Unies aux objectifs définis dans la résolution 2732 (2024) du Conseil de sécurité.

18. Les principales activités de développement et les tâches humanitaires déjà menées dans ce contexte par l'équipe de pays des Nations Unies sous la direction du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies consistent notamment à collaborer étroitement avec les institutions gouvernementales à l'appui du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025-2029. Le Plan-cadre est aligné sur les priorités du Gouvernement figurant dans le plan national de développement pour 2024-2028 et les objectifs de développement durable.

19. Conformément au Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et à la lumière du Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes, l'équipe de pays, avec le soutien du Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes et en étroite coordination avec le Ministère des migrations et des déplacements et les autorités de la Région du Kurdistan, a élaboré une feuille de route pour des solutions durables afin de mettre fin au déplacement de plus de 1,1 million de personnes dans les camps de la Région du Kurdistan et ailleurs en Iraq. L'Iraq est l'un des 15 pays pilotes retenus dans l'action prioritaire menée au niveau mondial par le Secrétaire général contre les déplacements internes. Après la décision prise le 2 juillet 2024 par le Conseil des ministres d'établir un comité conjoint réunissant le Gouvernement fédéral et le gouvernement de la Région du Kurdistan

sous la direction du Ministère des migrations et des déplacements, l'ONU a été invitée à fournir une assistance technique à ce comité, en particulier pour mettre au point un « plan humanitaire » visant à accélérer les solutions pour les personnes et communautés déplacées restantes.

20. En ce qui concerne le rapatriement des ressortissants irakiens du camp de Hol, dans le nord-est de la République arabe syrienne, l'équipe des Nations Unies travaille en étroite collaboration avec les entités gouvernementales concernées dans les secteurs civil et de la sécurité afin d'aider le Gouvernement irakien à rapatrier, réadapter et réintégrer ces personnes, et d'appuyer l'action menée par l'Iraq pour encourager d'autres États concernés à rapatrier leurs citoyens. Le plan Unité d'action des Nations Unies pour 2025-2027 oriente les activités de l'équipe de pays à cet égard.

21. Étant donné que l'on passe de la phase humanitaire à la phase de développement, l'équipe de pays pour l'action humanitaire en Iraq a élaboré un document général sur la transition en 2024, qui présente les activités humanitaires menées en 2023 et recense les besoins résiduels dans ce domaine que le Gouvernement et les organisations humanitaires compétentes des Nations unies devront continuer de satisfaire pendant la période allant de janvier à décembre 2024. En 2025, l'intervention humanitaire sera axée sur le soutien à la préparation de l'Iraq et à la planification des mesures d'urgence ainsi que sur le développement durable. De plus, ce rapport présente les progrès réalisés concernant la sortie de la phase humanitaire et les réalisations du Cadre pour des solutions durables.

22. S'agissant de ces tâches, la MANUI, pendant la durée de son mandat, assistera l'équipe de pays en lui fournissant des informations et des analyses, et en menant une action diplomatique auprès des autorités irakiennes, le cas échéant.

D. Promouvoir la lutte contre l'impunité et la protection des droits humains

23. Comme il est indiqué dans la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité, la MANUI poursuivra son aide et son assistance technique pendant la période de transition afin de promouvoir la lutte contre l'impunité et la protection des droits de l'homme, ainsi que la réforme judiciaire et juridique, dans le plein respect de la souveraineté de l'Iraq qui s'approprie pleinement cette action, le but étant de renforcer l'état de droit, d'améliorer la gouvernance en Iraq et d'appuyer les objectifs et les projets de développement économique du Gouvernement irakien. À cet égard, le Bureau des droits de l'homme de la MANUI continuera d'entreprendre des tâches liées aux droits humains pour la durée restante du mandat de la Mission, en étroite collaboration avec les autorités irakiennes, la Haute Commission indépendante des droits de l'homme et la société civile, le cas échéant.

24. Plus précisément, la MANUI, de concert avec l'équipe de pays, continuera d'aider le Gouvernement irakien à mettre en œuvre des réformes législatives, politiques et institutionnelles conformes aux lois et réglementations du pays et à ses obligations juridiques internationales ; d'aider les institutions garantes de l'état de droit à renforcer la lutte contre l'impunité, l'accès à la justice et le respect des droits humains pour toutes et tous, y compris le droit à une procédure régulière ; d'apporter un soutien à la promotion et à la protection des droits des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les minorités ethniques, religieuses et autres, les personnes handicapées et les personnes déplacées ; d'apporter un soutien au renforcement de l'espace civique et démocratique ainsi qu'à l'élaboration et l'application de lois et mesures qui promeuvent et protègent la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique ; et de contribuer à faciliter la collaboration du

Gouvernement et de la société civile avec des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que le quatrième cycle de l'Examen périodique universel de l'Iraq, prévu pour janvier 2025.

III. Priorité 2 : transfert des tâches à l'appui de la préservation des acquis et du maintien de l'aide de l'ONU

25. La MANUI commencera à transférer les activités qui lui ont été confiées au titre de son mandat, en suivant le plan de transition et de liquidation actuel, tel qu'il a été adopté par le Secrétaire général. À cet égard, trois conditions semblaient favoriser le bon transfert des tâches de la Mission à l'équipe de pays des Nations Unies ou au Gouvernement iraquien : a) le recensement des tâches transférables et des capacités programmatiques connexes de l'équipe de pays ; b) une stratégie de mobilisation des ressources pour l'équipe de pays ; et c) une stratégie de communication.

A. Recensement des tâches transférables et des capacités programmatiques connexes de l'équipe de pays des Nations Unies

26. La transition et le retrait de la MANUI se déroulent en même temps que la finalisation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025-2029, conformément au plan national de développement du Gouvernement iraquien. Le Plan-cadre présente les domaines de fond qui seraient transférés de la MANUI à l'équipe de pays. Ce processus s'appuiera sur l'état des lieux des capacités fait par l'équipe de pays en septembre 2024, qui visait à trouver les lacunes et les ressources nécessaires pour soutenir les domaines stratégiques prioritaires du Plan-cadre, en particulier les composantes visant à pérenniser la paix. Les principales tâches présentées ci-dessous devraient être transférées progressivement de la MANUI à l'équipe de pays durant l'année 2025.

1. Assistance électorale

27. La MANUI s'emploiera activement à planifier et faciliter le transfert de ses activités d'assistance électorale durant la période de transition. Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation des besoins électoraux et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025-2029, le PNUD et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) devraient s'associer aux activités menées par la MANUI dans le cadre des élections de 2025 et être prêts à assumer toute responsabilité résiduelle à la clôture de la Mission, y compris les tâches liées aux élections à la Chambre des députés et le maintien de l'aide à la promotion d'une plus grande inclusion des femmes, des jeunes et d'autres groupes sous-représentés dans les processus démocratiques de l'Iraq. Conformément à la politique des Nations Unies, l'assistance électorale pour tout événement électoral futur devra faire l'objet d'une nouvelle demande de la part du Gouvernement iraquien et donner lieu à une nouvelle évaluation des besoins. La MANUI transfère ses tâches d'assistance électorale à l'équipe de pays, plus précisément au PNUD, avec le soutien d'ONU-Femmes. Pour faciliter cette transition, un projet intégré associant le PNUD et ONU-Femmes sera élaboré en consultation avec la MANUI et mis en place à temps pour les élections à la Chambre des députés en 2025, qui devraient se tenir pendant les dernières semaines de clôture de la MANUI. Le projet électoral est toutefois soumis au financement des donateurs et des gouvernements.

2. Droits humains

28. Le Gouvernement iraquien et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont entamé des discussions sur la configuration d'une composante droits humains au sein de l'équipe de pays, après le départ de la MANUI. Les activités humanitaires que l'ONU poursuivrait après le départ de la MANUI pourraient inclure une assistance technique à la réforme juridique, le renforcement des capacités institutionnelles et la promotion de l'état de droit afin de renforcer la protection des droits humains conformément aux priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2025-2029 et au plan national de développement de l'Iraq.

29. Conformément à la politique des Nations Unies, les ressources spécialisées de la MANUI concernant les questions relatives aux enfants et aux conflits armés et aux violences sexuelles liées aux conflits sont regroupées au sein du Bureau des droits de l'homme de la Mission. Après le départ de la MANUI, le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies présidera, avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'équipe spéciale de pays (surveillance et information), qui présente des rapports trimestriels et annuels sur les six violations graves commises contre des enfants à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés. De plus, l'UNICEF jouera un rôle de premier plan dans le suivi et l'établissement de rapports concernant la protection des enfants dans les conflits armés, en consultation avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés.

30. De même, les fonctions de la Conseillère principale ou du Conseiller principal pour la protection des femmes, en charge des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles liées aux conflits et de l'appui à l'application du communiqué conjoint de 2016 entre le Gouvernement iraquien et l'ONU visant à prévenir et à combattre la violence sexuelle dans les situations de conflit, actuellement sous la direction de la MANUI, seront transférées aux membres compétents de l'équipe de pays, en consultation avec le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

3. Les femmes et la paix et la sécurité

31. En janvier 2025, la MANUI commencera à transférer à l'équipe de pays des Nations Unies ses tâches relatives au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Elle collaborera également avec l'équipe de pays pour la promotion de la participation des femmes aux opérations électorales notamment grâce à la coopération avec les principaux acteurs électoraux, tels que les partis politiques et le Comité suprême pour la participation politique des femmes au niveau fédéral. Ces fonctions seront entièrement transférées à l'équipe de pays à la fin du mandat de la MANUI.

4. Les changements climatiques et la paix et la sécurité

32. La MANUI donne un appui consultatif à l'équipe de pays sur les questions liées aux changements climatiques et à la paix et à la sécurité, par l'intermédiaire du groupe prioritaire sur l'environnement et les changements climatiques et de l'équipe spéciale d'ONU-Eau, et facilite le dialogue entre les interlocuteurs locaux au niveau national et au niveau des provinces pour les questions de gestion de l'eau et de gestion participative des ressources naturelles. Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la lutte contre les changements climatiques est présentée comme essentielle au développement durable et à l'élimination de la pauvreté. Cette question cadre également avec les priorités du Gouvernement iraquien, qui a exprimé son

souhait de voir l'ONU poursuivre son aide à cet égard. Par conséquent, la Mission transférera ses connaissances techniques dans ce domaine au Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies, notamment en aidant l'équipe de pays à concevoir des projets d'adaptation aux changements climatiques, sous réserve des ressources disponibles.

33. La MANUI collaborera avec l'Organisation internationale pour les migrations, d'autres membres de l'équipe de pays et des organismes de recherche pour élaborer des stratégies de sensibilisation à la gestion des migrations induites par le climat. Elle aidera l'équipe spéciale d'ONU-Eau et le Gouvernement iraquien à mettre en place un processus de dialogue sur la politique nationale de l'eau et à élaborer la nouvelle contribution déterminée au niveau national. Pendant la période de transition, la MANUI s'efforcera, par l'intermédiaire de l'équipe de pays, de renforcer la participation des membres de celle-ci aux mécanismes régionaux et mondiaux de coordination concernant le climat et l'environnement, y compris le mécanisme de sécurité climatique interinstitutions, qui permettra de maintenir l'accès à l'analyse et au soutien technique dans ce domaine après le départ de la MANUI. Le programme de lutte contre les changements climatiques fait partie du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025-2029 et toutes les tâches de la MANUI à cet égard seront transférées à l'équipe de pays avant la fin de l'année 2025.

B. Stratégie de mobilisation des ressources de l'équipe de pays des Nations Unies

34. L'équipe de pays, sous la direction du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies, en collaboration avec la MANUI et le Siège de l'Organisation des Nations Unies, établira un pacte de financement qui sollicitera des engagements de financement des ressources ordinaires des organismes des Nations Unies, notamment des fonds verticaux, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et du Gouvernement iraquien, afin d'appuyer l'application du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025-2029. Le pacte de financement sera aligné sur le Plan-cadre de coopération, sur la base du cadre de résultats. Un fonds d'affectation spéciale multipartenaires sera créé pour accompagner l'exécution de programmes conjoints et donner un soutien ciblé au Gouvernement iraquien. L'équipe de pays en Iraq utilisera le Plan-cadre de coopération, qui est un cadre de planification clé, pour assurer le lien avec la mise en œuvre du Programme 2030 ainsi qu'avec les plans nationaux et les priorités de développement.

C. Stratégie de communication

35. Sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, une stratégie de communication est en cours d'élaboration afin de faciliter les interactions avec les acteurs nationaux et les partenaires internationaux. Elle a pour but d'assurer la cohérence des messages de toutes les entités des Nations Unies, en mettant en avant la continuité du partenariat avec le Gouvernement et le peuple irakiens après le départ de la MANUI, et de lutter contre la désinformation, la désinformation et les discours haineux.

36. Pendant la transition, la communication sera assurée par le Bureau de la communication stratégique et de l'information de la MANUI, en collaboration avec le Groupe de la communication stratégique, présidé par la MANUI et le PNUD. En collaboration avec l'équipe de pays, la MANUI lancera une campagne de

sensibilisation auprès de ses partenaires irakiens sur la transition et le retrait de la Mission.

37. L'équipe de communication de la MANUI sera chargée d'archiver son matériel et, en tant que gardienne du site web des Nations Unies pour l'Iraq et des plateformes de médias sociaux, continuera à soutenir l'équipe de pays, en plus de s'acquitter de ses tâches au sein de la MANUI, jusqu'à la fin du mandat de celle-ci, quand ces tâches seront transférées à l'équipe de pays. La configuration de la fonction de communication, qui relèvera du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies après le départ de la MANUI, sera finalisée dans le courant de l'année 2025.

IV. Priorité 3 : retrait sûr et progressif d'ici au 31 décembre 2025

38. Étant donné que bon nombre des activités actuelles de la MANUI sont menées de manière intégrée avec l'équipe de pays, la transition, le retrait et la sortie complète d'Iraq de la Mission d'ici à la fin décembre 2025 auront un effet considérable sur les activités de l'équipe de pays, notamment dans les complexes intégrés de Bagdad et d'Erbil. Il faudra en particulier tenir compte de questions de sécurité et d'ordre opérationnel.

A. Considérations liées à la sécurité

39. En septembre 2024, le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat a dirigé en Iraq une mission interinstitutions d'évaluation de la sécurité pour que la transition soit planifiée de manière sûre et sécurisée jusqu'à la fin de 2025 et pour mettre en place un dispositif de sécurité après la MANUI à l'intention des entités des Nations Unies restées en Iraq, sur la base d'une évaluation révisée de la gestion des risques de sécurité et des mesures d'atténuation. La mission a évalué les risques et les besoins en capacités permettant d'assurer la sécurité et la sûreté du personnel et des biens des Nations Unies tout en permettant la bonne exécution des programmes pendant les phases de transition et de liquidation de la MANUI.

40. Les conditions de sécurité des Nations Unies continueront d'être examinées et respectées en étroite coordination avec le Gouvernement irakien, qui s'est déclaré prêt à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de la MANUI et de l'équipe de pays.

B. Considérations opérationnelles (personnel, actifs et locaux)

Effectifs et réduction de la présence

41. Pour 2024, la MANUI fonctionne avec 776 postes de personnel civil approuvés dans son budget, dont 278 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 124 administrateurs recrutés sur le plan national, 372 agents locaux recrutés sur le plan national et 2 Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national. Des ressources financières suffisantes et prévisibles seront nécessaires en 2025 pour faciliter le retrait et la fermeture en bon ordre de la MANUI d'ici au 31 décembre, tout en garantissant la bonne exécution des tâches résiduelles prescrites dans la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité. Le plan de transition et de liquidation, y compris concernant les effectifs, sera appliqué en fonction des ressources disponibles et en tenant compte des problèmes de trésorerie que connaissent l'ensemble des entités des Nations Unies.

42. La MANUI entend réduire progressivement ses effectifs pendant la phase de transition, sachant qu'elle doit continuer à s'acquitter de son mandat de fond, notamment l'assistance électorale technique dans les dernières semaines précédant sa fermeture, le 31 décembre 2025. Conformément aux mesures de réduction des effectifs, ce retrait se fera progressivement à partir de janvier 2025, commençant par les fonctions supprimées recensées dans l'examen des fonctions pour finir par les fonctions résiduelles requises pendant la phase de liquidation à la fin de décembre 2025.

43. Pour accompagner le personnel pendant ce retrait, la Mission élabore une stratégie globale en matière de ressources humaines comprenant plusieurs éléments, notamment le renforcement des capacités des membres du personnel recruté sur le plan national afin qu'ils acquièrent de nouvelles compétences qui pourront leur être utiles dans leur future carrière, que ce soit au sein ou en dehors du système des Nations Unies ; la sensibilisation du Gouvernement iraquien pour qu'il utilise les compétences, les qualifications et l'expertise du personnel de la MANUI recruté sur le plan national ; la sensibilisation de l'équipe de pays des Nations Unies à la nécessité de recruter du personnel de la MANUI dans la mesure du possible ; les licenciements amiables ; et le recrutement du personnel par d'autres missions lorsque cela est possible, dans le respect des dispositions du Règlement du personnel.

44. S'inspirant des enseignements tirés de la fermeture et du retrait d'autres missions politiques spéciales et de maintien de la paix, et conformément aux recommandations de l'état des lieux des capacités faites par le Bureau du Coordonnateur résident et de l'équipe de pays des Nations Unies, il sera envisagé de garder certains membres du personnel au sein du Bureau du Coordonnateur résident. Il s'agit d'assurer une transition sans heurts des tâches de la MANUI à l'équipe de pays avant et après le retrait, et d'aider le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire dans son triple rôle (action humanitaire, développement et paix).

Gestion et sortie des actifs

45. La Mission établira un plan préliminaire de cession des actifs qui guidera le processus de cession des actifs conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Le plan présentera les possibilités de cession, selon qu'il conviendra, et permettra de faire en sorte que toutes les activités de cession d'actifs, y compris le transfert d'actifs à l'équipe de pays des Nations Unies ou la donation au Gouvernement iraquien, soient consignées, transparentes et en totale conformité avec les politiques et procédures pertinentes des Nations Unies.

Locaux

46. La MANUI dispose de trois locaux à Bagdad : le Complexe intégré des Nations Unies à Bagdad, le Complexe Tamimi et la Base de soutien avancée à l'aéroport international de Bagdad, avec des logements pour tout le personnel recruté sur le plan international, y compris l'Unité de garde des Nations Unies, et des bureaux pour l'ensemble du personnel, recruté sur le plan national ou international. Les locaux de la MANUI comprennent également les complexes d'Erbil, de Kirkouk et de Mossoul, ces deux derniers comptant des logements en plus des bureaux. Tous les complexes sont dotés d'infrastructures critiques, notamment de systèmes de distribution d'eau, de stations d'épuration des eaux usées, de déchetteries et de systèmes d'énergie renouvelable qui répondent à plus de 50 % des besoins énergétiques. La MANUI dispose également de bureaux et de logements à Bassora. Elle fera des évaluations de l'impact sur l'environnement et prendra des mesures correctives pour tous les sites qu'elle doit libérer, afin de laisser un environnement de travail propre et conforme

aux normes des Nations Unies lorsque ces sites seront restitués à leurs propriétaires légitimes.

47. Après le départ de la MANUI, l'équipe de pays ne souhaite conserver que le Complexe intégré de Bagdad et le Complexe d'Erbil. Les autres locaux situés à Mossoul, Kirkouk, à l'aéroport international de Bagdad et à Tamimi seront restitués en étroite coordination et consultation avec le Gouvernement iraquien. Le Gouvernement iraquien a accepté la demande de l'équipe de pays de conserver le Complexe intégré de Bagdad et le Complexe d'Erbil après le départ de la MANUI. Un mémorandum d'accord sera conclu entre l'équipe de pays des Nations Unies, représentée par le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire, et le Gouvernement iraquien pour l'utilisation continue de ces locaux par l'équipe de pays.

C. Exécution échelonnée du retrait et de la fermeture des bureaux extérieurs

48. Après la présentation du plan de transition et de liquidation au Conseil de sécurité en décembre 2024, la MANUI entamera les préparatifs en vue d'une réduction progressive et échelonnée de sa présence. Une répartition claire des coûts associés aux phases de transition et de retrait figurera dans le budget révisé de la MANUI pour 2025 présenté à l'Assemblée générale, si la Cinquième Commission l'exige.

49. Au cours de la première phase, de janvier à juillet 2025, la MANUI procédera à un retrait séquentiel et à la fermeture complète de deux bureaux locaux, en commençant par Mossoul (d'ici au 31 mars 2025, la liquidation devant être achevée avant le 31 mai 2025) et Kirkouk (d'ici au 30 avril 2025, la liquidation devant être achevée avant juillet 2025), parallèlement au rapatriement de l'Unité de gardes des Nations Unies basée dans ces localités. Le rapatriement de toutes les unités de garde à l'extérieur de Bagdad devrait donc être achevé avant juillet 2025. En fonction du contexte et des besoins du mandat, certains membres du personnel recruté sur le plan national pourraient travailler depuis leur domicile ou depuis les bureaux des provinces.

50. De plus, bien que ces bureaux n'existent plus physiquement, la MANUI continuera d'assurer les activités relevant du mandat grâce à des missions ciblées et de courte durée effectuées par le personnel compétent dans les zones concernées.

51. Au cours de la deuxième phase, d'août à décembre 2025, les bureaux de Bassora, de Bagdad et d'Erbil resteront fonctionnels jusqu'à la cessation complète des activités de la MANUI, le 31 décembre 2025. Ces bureaux resteront ouverts jusqu'à la fin du mandat, essentiellement pour le soutien électoral et les activités à mener dans le domaine des droits humains. Toutefois, on s'attend à ce que leur empreinte soit réduite en 2025.

V. Risques et mesures d'atténuation

52. Malgré l'action menée pour instaurer durablement la paix, la sécurité et le développement, l'Iraq reste vulnérable aux dynamiques externes et internes, notamment aux tensions géopolitiques, aux changements climatiques et aux crises économiques. Les femmes, les enfants, les jeunes et les minorités ainsi que les personnes déplacées continuent de connaître des difficultés qui les exposent à plus de vulnérabilité. Pour relever efficacement ces défis, la MANUI continuera à accompagner le Gouvernement en encourageant le respect des droits humains, de

l'état de droit, de l'espace civique et démocratique, de l'inclusion sociale et du principe de responsabilité.

53. La transition et la liquidation s'accompagnent de processus administratifs et logistiques intensifs, tels que les mouvements d'actifs, la cession de matériel de bureau, la fermeture de complexes ou la résiliation des contrats du personnel des Nations Unies. À chaque retrait et liquidation, certaines activités augmenteront en intensité et, plus important encore, en coût, comme la sécurité, le fret, les contrats de services ou de biens et les versements à la cessation de service, alors que la capacité requise pour accomplir ces activités peut elle-même diminuer. Par ailleurs, les problèmes actuels de trésorerie de l'ONU pourraient considérablement affecter la capacité de la Mission à planifier de manière prudente et à couvrir la hausse des dépenses liée à la fermeture.

54. À titre de mesure d'atténuation, la Mission surveillera attentivement les dépenses pendant la transition et le retrait et sollicitera le soutien des principaux organes budgétaires pour garantir le maintien de ressources financières adéquates et prévisibles.

55. La Mission continuera de suivre l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité au niveau national et régional et de faire régulièrement des rapports et des analyses qu'elle présentera à sa hiérarchie pour information. Toute activité ou perturbation logistique et opérationnelle relevant de la force majeure peut entraver la mobilité en Iraq et gêner les processus de transition et de liquidation. Cette situation peut être aggravée par les dommages causés à l'infrastructure routière (ponts, ponceaux, etc.) par des incidents de sécurité qui pourraient entraver le rapatriement des biens des Nations Unies. Ces problèmes doivent être clairement signalés au Gouvernement iraquien.

56. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire dépend fortement des ressources en personnel et des capacités de la MANUI pour s'acquitter de son triple rôle. Les entités des Nations Unies en Iraq continueront d'étudier d'autres modalités de financement pour maintenir le soutien actuellement fourni par la MANUI, notamment en aidant le Bureau du Coordonnateur résident à continuer de donner une assistance appropriée au Gouvernement iraquien pour qu'il puisse répondre aux besoins humanitaires résiduels, et de fournir des analyses d'alerte précoce des crises émergentes et un soutien à la pérennisation de la paix.

VI. Liquidation

57. Au 1^{er} janvier 2026, la MANUI, dans le cadre du processus de liquidation, traitera toutes les questions résiduelles concernant sa fermeture, sous la responsabilité du Département de l'appui opérationnel, à New York. À cette fin, une entité de liquidation sera créée en Iraq, sous la direction stratégique du Département, étant donné que la MANUI aura cessé toutes les activités relevant de son mandat d'ici au 31 décembre 2025.

58. Compte tenu de l'expérience acquise en matière de fermeture de missions, on estime que les activités de liquidation en Iraq dureront neuf mois, avec l'entière collaboration du Gouvernement iraquien, jusqu'à la fin du mois de septembre 2026, nonobstant des facteurs externes tels que des problèmes logistiques ou de sécurité, qui pourraient avoir une incidence négative sur le calendrier.

VII. Collaboration avec le Gouvernement iraquien pendant la transition et la liquidation

59. Le présent plan de transition et de liquidation sera appliqué en étroite collaboration avec le Gouvernement iraquien, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires, et avec leur concours, afin d'assurer une transition en douceur et le retrait progressif de la MANUI. L'équipe spéciale conjointe de transition réunissant la MANUI et l'équipe de pays, sous la direction générale du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la MANUI, continuera d'assurer la liaison avec l'équipe de transition du Gouvernement iraquien afin d'accompagner le processus de transition et de retrait et de régler les problèmes qui pourraient surgir.

VIII. Conclusion

60. Pour préserver les acquis politiques et en matière de développement obtenus depuis la création de la MANUI en 2003 et assurer le développement durable de l'Iraq à long terme, le Gouvernement iraquien devra poursuivre ses efforts pour renforcer les institutions, améliorer la gouvernance, favoriser le dialogue afin de résoudre les questions en suspens, fournir des services et veiller à garantir le respect, la protection et la promotion des droits humains pour l'ensemble des Iraquiennes et des Iraquiens. Alors que la MANUI quitte l'Iraq, l'équipe de pays des Nations Unies s'engage à continuer à accompagner le Gouvernement et le peuple irakiens dans la construction d'un État pacifique, démocratique et prospère. À cet égard, il faudra un transfert progressif et ordonné des tâches résiduelles à l'équipe de pays pour préserver ces acquis et renforcer le soutien continu du système des Nations Unies au Gouvernement et au peuple irakiens.

61. La MANUI s'engage à travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement iraquien pour appuyer ces efforts, tout en veillant à ce qu'il y ait des ressources suffisantes pour mener à bien son mandat réduit à des fonctions essentielles, conformément à la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité. La collaboration qui continue d'exister entre l'équipe de transition du Gouvernement iraquien et la MANUI et l'équipe de pays permettra la bonne exécution du plan de transition et de liquidation.
